



Service de presse  
☎ : 01 48 18 84 70  
Fax : 01 48 57 15 20

## Communiqué de la CGT

### **Il faut arrêter l'austérité et augmenter les salaires**

Les derniers chiffres publiés par l'Insee confirment que notre économie a fait du surplace au deuxième trimestre de l'année. Le principal facteur en est le recul de la consommation des ménages, auquel s'ajoute un ralentissement de l'investissement des entreprises.

Dans ce contexte, pour donner des gages aux marchés financiers, le président de la République confirme que son gouvernement va poursuivre la voie d'austérité en continuant notamment de réduire les dépenses publiques utiles.

C'est inadmissible et dangereux pour le pays, notamment pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

Une telle politique va aggraver les difficultés comme le montre l'exemple grec.

L'heure n'est pas à donner encore plus de gage aux marchés financiers. Il faut au contraire mettre fin à leur dictat.

La Cgt réitère ses revendications. Pour sortir de cette crise dont les conséquences sociales risquent d'être plus graves encore, il faut produire et répartir autrement les richesses.

Il faut immédiatement arrêter le programme d'austérité dont le seul objectif est de rassurer les marchés financiers.

Il faut augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux pour accroître le pouvoir d'achat et la consommation des ménages, principal moteur de l'activité économique.

Il faut mettre en place une réforme fiscale pour réduire l'injustice sociale, augmenter l'impôt sur les riches et inciter les entreprises à augmenter l'emploi et l'investissement.

Il faut supprimer les niches fiscales et sociales inutiles pour dégager des ressources nécessaires au développement des infrastructures et des services publics de qualité.

Il faut empêcher les spéculateurs de profiter des crédits et de l'épargne disponibles pour gagner encore plus d'argent au détriment du pays.

Il faut créer un pôle financier public pour utiliser le crédit et l'épargne au service de l'emploi, de l'investissement productif et de la politique industrielle.

Il faut taxer les transactions financières et utiliser ses recettes au service de la satisfaction des besoins sociaux en France, en Europe et au-delà.

La CGT appelle salariés, retraités et privés d'emploi à porter ces exigences notamment par une journée d'action interprofessionnelle à la rentrée.

Montreuil, le 12 août 2011